

Achille Mbembe

« Cesser
de vivre
l'histoire par
procuration »

L'essayiste camerounais ne fait pas dans la langue de bois. Entretien musclé sur le mal africain, les conflits de générations et les possibilités de s'en sortir.

propos recueillis par **Sabine Cessou**

JEAN-CLAUDE DHÏEN



L'historien et philosophe camerounais, né en 1957, a enseigné trois ans à l'université de Columbia (New York, 1987-1990) après un doctorat d'histoire à la Sorbonne. Il a repris pied sur le continent, d'abord à Dakar, où il a été le secrétaire exécutif du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria), de 1996 à 2000.

Puis à Johannesburg, ville laboratoire par excellence, où il s'installe en 2001. Enseignant à l'université du Witwatersrand, il réside à Melville, un quartier résidentiel devenu multiracial, et s'envole chaque année pour donner quelques mois de cours aux États-Unis, à Harvard.

Il publie régulièrement des essais remarquables, tels que *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine* (Karthala, 2000). Les deux derniers, *Sortir de la grande nuit* et *Critique de la raison nègre* (La Découverte, 2010 et 2013), sont les deux premiers volets d'un triptyque qui définit « l'afropolitanisme » – une nouvelle manière d'être propre aux Africains urbains et contemporains. À paraître en octobre prochain, *La Pharmacie de Fanon* (La Découverte) reviendra sur l'héritage laissé par le psychiatre martiniquais, avant le dernier volet de la trilogie. Mobilisation politique des jeunes, conflit de générations, manque d'ambition, problème de leadership... Achille Mbembe livre pour *Afrique Magazine* un regard peu complaisant sur les risques qui pèsent sur l'avenir du continent.

AM: Ces derniers mois, les jeunes sont sortis dans la rue à Ouagadougou, à Kinshasa ou encore au Burundi. Pourquoi leurs dirigeants ne parviennent-ils pas à anticiper sur ces mobilisations ?

Achille Mbembe: Anticiper ne fait partie ni de la carte mentale ni du vocabulaire des pouvoirs post-coloniaux. Ceux-ci fonctionnent à partir d'une conception du temps tout à fait réduite, qui se limite à l'instant. Il n'y a ni passé ni avenir. L'histoire en tant que projection consciente et méthodique vers le futur n'existe pas, tout se joue dans l'immédiat, au milieu de complots et de cabales sans nom. Cette conception, qui relève de la sorcellerie, est la marque de fabrique de nos cultures politiques.

Pensez-vous qu'il y ait un défaut de prospective de la part des responsables africains, qui ont des plans d'urgence, mais pas toujours de vision ?

La question du rapport au temps ne concerne pas seulement les officiels, elle est aussi culturelle, et donc

« On sait ce qu'il faut faire pour sortir de la pauvreté et pour avancer dans la construction de sociétés de liberté. »

philosophique et politique. Mais elle a également trait au quotidien. S'agissant de l'Afrique, on sait à peu près tout ce qu'il faut savoir. On sait ce qu'il faut faire pour sortir de la pauvreté. On sait ce qu'il faut faire pour avancer dans la construction de sociétés de liberté. Ce n'est pas le savoir qui manque. La vérité est qu'il existe des forces sociales qui s'organisent pour que les choses demeurent en l'état, et qui profitent de ces situations d'inertie, d'impréparation et de chaos. Il faut vaincre tout cela ainsi que l'armature mentale qui sert à justifier l'injustifiable. Tant que l'on n'aura pas cassé ces dispositifs, rien ne changera.

Les jeunes doivent-ils prendre le pouvoir en Afrique ?

À y regarder de près, prendre le pouvoir est sans doute le plus facile. Il suffirait de lancer dans la rue des centaines de milliers de gens. Mais comment convaincre autant de personnes de risquer leur vie et comment les mobiliser pour qu'elles bloquent simultanément toutes les activités économiques et se lancent à l'assaut du palais présidentiel, de la radio-télévision nationale ou du quartier général de l'armée ? À défaut d'une action par la force, comment obtenir, par d'autres voies, l'effondrement des satrapies en place ? Davantage encore, que faire du pouvoir une fois qu'on l'a pris ? Quel serait alors le projet ?

Faut-il anticiper sur un mouvement de bascule générationnel ?

On finira bien par y arriver, du moins il faut l'espérer. Mais rien ne sera spontané. Les grandes transformations sociales requièrent toujours un certain nombre de conditions. Et d'abord, une autre conscience politique, d'autres rapports de force, de nouvelles formes de créativité institutionnelle, un leadership moral, d'énormes appuis matériels, des alliances locales, nationales et transnationales. Et, s'il le faut, des moyens armés. Il s'agit toujours, de manière générale, d'un travail de longue haleine ; d'extraordinaires sacrifices, une intelligence neuve, des degrés élevés de conscientisation, des vies humaines. Sommes-nous prêts à payer un tel prix ?



L'explosion des mégapoles, ici Lagos au Nigeria, constitue pour l'intellectuel l'une des clés possibles de la croissance et du développement.

Voilà la question à laquelle doivent répondre les prochaines générations, si tant est qu'elles veuillent véritablement faire l'histoire et non plus la vivre par procuration.

La jeunesse africaine est-elle une bombe à retardement ?

Dans l'ensemble, cette catégorie de la population est pratiquement bloquée. Les circuits d'intégration dans la vie adulte sont à peu près partout bouchés. Le taux élevé de chômage aidant, une très grande partie de la vie sociale s'est « informalisée », et le secteur informel est devenu l'un des rares sentiers encore ouverts aux jeunes.

De mon point de vue, l'un des plus graves échecs culturels dans l'histoire de notre continent tient au fait que les anciens ne savent pas s'en aller. Chez nous, loin d'être une source de sagesse, le grand âge est devenu un passe-droit et un facteur aggravant d'incontinence. L'Afrique est dominée par de vieux chefs qui n'en finissent pas de s'arc-bouter, de réclamer un coup de pied par-derrière. Et encore, certains sont prêts, s'il le faut, à tout détruire et à tout emporter avec eux. Ce faisant, ils bloquent le processus naturel de transition générationnelle sans lequel toute société humaine, très vite, s'atrophie et perd de sa sève créatrice. Les conséquences sont alors désastreuses sur le plan social et politique.

Ceci étant, la masse des cadets sociaux ne semble avoir aujourd'hui que deux choix. Le premier est la migration. Or, l'Afrique souffre d'une double fermeture, externe et interne. D'une part, les frontières ne cessent d'être militarisées et les risques – y compris mortels – encourus par les migrants potentiels se sont accrus. Et d'autre part, la balkanisation demeure la norme. Les limites héritées de la colonisation ont été sanctuarisées, et avec elle, la poussière d'États-croupions dont le poids sur la scène du monde est quasi nul. Les pulsions « autochtonistes » et nativistes aidant, les émigrés sont à peu près partout exposés à des vagues de plus en plus virulentes de xénophobie. La deuxième option est de se faire enrôler dans toutes sortes de marchés de la violence à l'échelle locale, nationale ou sous-régionale.

La question n'est donc pas tant de savoir si bombe il y a. Elle est de savoir qui va pouvoir l'allumer, quand, dans quelles conditions et à quelles fins.

Vous estimez que les processus générationnels sont bloqués. Mais parfois, les nouvelles générations ne reproduisent-elles pas les cultures de clans et de captations de leurs « pères » ?

Ceci est un véritable défi. Pour l'heure, le continent est coincé entre trois modèles. Le premier est la reproduction de père en fils, comme dans les chefferies anciennes. Le deuxième opère par la phagocytose, dans le sens où les systèmes en place incorporent quelques jeunes qui se mettent

à leur service et en aggravent les aspects les plus brutaux et les plus cyniques. Le troisième est le « lumpen-radicalisme ». Il s'agit d'une forme de nihilisme qui, selon les contextes, revêt les oripeaux de l'islam, comme dans le cas de Boko Haram, ou d'un populisme débridé et sans projet.

Plus les blocages se cristallisent, plus cette forme délirante d'élaboration de systèmes apparaîtra malheureusement comme une alternative. Mais il s'agira, comme pour les mobilisations tribalistes, d'une voie sans issue. Pour qu'émerge une véritable contre-élite dotée d'un projet radicalement progressiste, on ne fera pas l'économie de la discipline, de l'organisation, et de l'éducation politique. Il faudra des investissements intellectuels massifs et une autre culture du leadership.

La connexion de jeunes Africains avec le reste du monde via Internet ouvre-t-elle la voie à leur manipulation ?

Internet n'est pas la raison pour laquelle de nombreux jeunes se radicalisent. Il faut chercher les causes de la radicalisation dans les conditions sociales, économiques et politiques dans lesquelles ils se trouvent. Grâce aux technologies nouvelles, ils apprennent à prendre la mesure du monde et des écarts qui existent entre leur vécu et tout ce qui relève du possible.

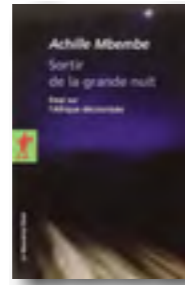
Les systèmes éducatifs sont-ils à même de relever les défis à venir ?

Dans un contexte où tout, ou presque, reste à faire, le chômage est, par définition, une aberration. Que le travail soit rare l'est également. C'est donc toute l'économie des connaissances qu'il faut repenser. De quels savoirs avons-nous besoin pour que la majorité des gens puissent mener une vie humaine digne et pleine ? Comment allons-nous produire ces enseignements et, surtout, les redistribuer le plus équitablement possible ?

Quel modèle politique préconiserez-vous pour l'Afrique dans cinquante ans ?

L'Afrique inventera elle-même ses modèles, et ils seront sans doute très différents d'un pays à l'autre. Ils seront également le résultat des rapports de force entre une élite dominante – qui aura eu plus d'un siècle pour se cristalliser et devenir transnationale, pour générer des fortunes parfois colossales et transmettre des patrimoines –, une classe moyenne en voie de reconstitution certes, mais toujours sous la menace d'une dégradation de son statut, et une masse sans cesse croissante de gens qui n'ont objectivement rien à perdre.

Il faut imaginer que les luttes sociales iront s'intensifiant et revêtiront chaque fois des formes tout à fait inattendues et, de manière générale, fragmentaires. Peut-on espérer que les acteurs africains qui veulent une transformation radicale de



Auteur prolifique, il a notamment signé le corrosif *Critique de la raison nègre* (*La Découverte*).

notre espace trouveront, dans les cinquante ans qui viennent, des formules créatives pour tisser des solidarités latérales et bâtir de puissants mouvements capables d'unifier le plus grand nombre et de faire échec aux logiques de scission. Il n'y a pas d'autre voie. Dans la configuration présente et à venir du monde, le continent doit avancer vers une relative unification s'il veut peser sur le destin de l'humanité. Il doit devenir une vaste étendue où des multiplicités peuvent se déplacer. Et aussi libérer les forces de circulation, car elles constituent ses meilleurs gisements et sont les réserves d'avenir.

Faut-il cesser de parler de l'Afrique en général et plutôt parler de ses sous-régions ?

Pour le moment, on a des États nationaux aux frontières plus ou moins définies. Il existe des consciences ethniques, locales, religieuses ou linguistiques bien marquées. La réinvention des différences et l'attachement aux particularismes gagnent partout en intensité. Ce processus de fragmentation du continent est réel et, de mon point de vue, dangereux s'il n'est pas maîtrisé. L'Afrique ne s'en sortira que si elle s'éveille à son idée et à son concept de multiplicité. Mais aussi à celui de la circulation. Donc, il nous faut tenir compte des deux à la fois.

Qu'est-ce que vont changer, selon vous, sur le plan politique, l'urbanisation rapide de l'Afrique et la multiplication de mégalo-pôles ?

L'espoir est que la restructuration de la géographie du continent autour de vastes mégalo-pôles contribuera à la libération de ce que j'appelle les forces de circulation. Et d'abord le poids démographique de ces conurbations sera appréciable. La question sera, de plus en plus, de s'appuyer sur la force du nombre pour repenser la théorie des besoins dans notre contexte. Il faut imaginer que des ensembles urbains tels que Lagos, Johannesburg, Kinshasa et d'autres constitueront, en fait, des masses énergétiques. Ils seront reliés à leurs environnements sous-régionaux et nationaux par des corridors. La demande de circulation ne fera que s'accroître et se déplacer deviendra la première condition pour la survie. Par conséquent, il faudra trouver comment la transformer en élément propulseur de dynamiques économique et politique à la fois.

Êtes-vous perçu, dans votre « champ » de l'expertise africaine face au politique, comme une menace, une force subversive ?

Je travaille beaucoup avec des institutions indépendantes et des mouvements sociaux. J'interviens également dans la sphère publique, intellectuelle et culturelle. Il y a un énorme besoin d'intelligence – et j'utilise ce terme à dessein – parmi ceux et celles qui cherchent à accélérer les transformations de notre continent. Il ne s'agit pas seulement de l'analyse politique, économique et financière. Il s'agit d'une intelligence sociale, celle qui permet de calculer les risques, mais aussi de prendre la mesure des potentialités inscrites dans le présent.

« De quelles connaissances avons-nous besoin pour que la majorité des gens puissent mener une vie humaine digne ? »

Lisez-vous les documents qui dressent des scénarios pour l'Afrique à venir ?

Dans la sorte d'euphorie actuelle (combien de temps durera-t-elle ?), certaines études prospectives méritent d'être prises au sérieux non pour ce qu'elles décrivent exactement mais pour ce qu'elles nous disent de l'esprit du moment. Nombreux sont ceux, notamment la haute finance, qui estiment que le continent représente la dernière frontière du capitalisme. Dans la conjoncture actuelle, il y a énormément d'argent à y faire, pourvu que l'on sache investir dans des domaines porteurs. Les montants des transferts illicites, d'ores et déjà colossaux, ne cessent de croître. Si l'extraction des ressources naturelles demeure le moteur privilégié de la croissance, cette dernière puise désormais ailleurs. C'est le cas des télécommunications et autres services.

Cependant, le gros des défis demeure, à commencer par l'industrialisation. Historiquement, aucune région du monde n'a vaincu la pauvreté sans intégrer cette donnée. L'ouverture du continent sur lui-même est sans doute la condition sine qua non de son avènement comme puissance internationale. Ce qui exige non seulement la constitution d'un marché commun, mais aussi la libération des forces de circulation, et donc la décélération des limites internes. Pour y parvenir, on a besoin de grands projets d'infrastructures. L'Afrique doit par ailleurs redevenir une terre d'immigration et devra aller de pair avec la « métropolisation » en cours. Le tout est de savoir comment gérer ces transformations de fond de telle manière qu'elles ne débouchent pas sur d'insupportables violences potentielles.

Quels sont vos cinq livres essentiels pour comprendre l'Afrique qui vient ?

L'Afrique qui vient ira dans plusieurs directions simultanément. Plus que des livres, la création contemporaine africaine l'indique fort bien. Je conseillerais, de ce point de vue, l'art du Zimbabween Kudzanai Chiurai, et, côté Congo-Kinshasa, les expérimentations musicales afropolitaines de Ray Lema, les œuvres photographiques de Sammy Baloji, le théâtre de Dieudonné Niangouma et les chorégraphies de Faustin Linyekula. ■